

## Thibault THOMAS 34

---

**De:** denis.paturle@mjpm92.fr  
**Envoyé:** jeudi 4 juillet 2024 19:46  
**À:** 'emeis259 - Sabine-Marie DECUP'  
**Cc:** 'Thibault THOMAS'; 'Eric THOMAS'; 'D. THOMAS'  
**Objet:** TR: Madame BLONDEL veuve THOMAS RDV  
**Pièces jointes:** Ambroise\_Pare\_mme\_Blondel\_consultation\_Ophtalmologie.pdf

Madame

Pour information Mme BLONDEL a un RDV le 18/07 à AMBROISE PARE. J'imagine qu'un des enfants se chargera de l'accompagner

Bien Cordialement

### Denis PATURLE

Mandataire Judiciaire à la Protection du Majeur

BP 60020

92362 MEUDON LA FORET Cédex

Email : [denis.paturle@mjpm92.fr](mailto:denis.paturle@mjpm92.fr)

Siret : 841 888 910 00012 APE : 6910Z - CNC N° 1262864

*Membre de l'Association des MJPM d'Ile de France*

*Cet e-mail contient des informations confidentielles protégées par le secret professionnel. S'il ne vous est pas destiné, nous vous remercions de le détruire immédiatement, sans le copier, ni relever ou transmettre son contenu à quiconque.*

Les informations que vous nous communiquez ont pour objet d'assurer la gestion et le suivi:

- de la représentation juridique, de l'assistance et du contrôle des personnes placées par l'autorité judiciaire sous sauvegarde de justice, curatelle, tutelle ou mandat ad hoc,

- administrative et comptable des personnes placées par l'autorité judiciaire sous sauvegarde de justice, curatelle, tutelle ou mandat ad hoc,

Les informations sont conservées 5 ans à compter de la fin de la mesure de protection. A l'expiration de cette période, les données sont détruites ou archivées de manière sécurisée.

Les destinataires des données sont les membres du personnel dûment habilités, la direction départementale de la cohésion sociale territorialement compétente, les organismes externes en relation avec les personnes protégées ou assistées s'agissant des données strictement nécessaires à la poursuite des relations contractuelles, le versement des prestations dues, ainsi que l'accompagnement médico-social des personnes suivies, les autorités judiciaires compétentes.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification, de limitation, d'effacement aux informations qui vous concernent en vous adressant au cabinet

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés ou que le dispositif de contrôle d'accès n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.